

[Le ministère de la Culture opte \(à son tour\) pour Microsoft](#)

Il semble que l'opération séduction du CEO de Microsoft, Satya Nadella (en photo), porte ses fruits en France. Après le ministère de la Défense et le ministère de l'Éducation nationale, c'est le ministère de la Culture qui se tourne vers l'éditeur américain de logiciels.

Dans une lettre interne, dont [BFM Business](#) a obtenu copie, la ministre Audrey Azoulay indique que « 2 millions d'euros seront engagés en 2017 pour améliorer la bureautique et les systèmes d'information relatifs aux ressources humaines pour qu'enfin tout le monde travaille avec les mêmes logiciels ». Le courrier a été adressé le 28 septembre dernier aux agents du ministère.

Une même suite pour tous

Au sein du ministère de la Culture coexistent actuellement des logiciels libres, utilisés par la majorité, selon BFM, et la suite Microsoft Office, qui serait utilisée par une « minorité ». C'est pourtant cette dernière qui a les faveurs de la rue de Valois aujourd'hui. C'est une victoire pour Microsoft, dont les solutions propriétaires entrent en concurrence avec des logiciels libres et Open Source (dont les suites OpenOffice et LibreOffice), dans les administrations publiques françaises.

Reste à savoir quelle voie va emprunter le ministère de la Culture pour officialiser son choix, sachant que le code des marchés publics interdit de déterminer, en amont d'un appel d'offres, quel prestataire emportera le marché... D'autres ministères ont pris les devants.

« Open Bar » ou partenariat ?

Le ministère de l'Éducation nationale a opté l'an dernier pour un partenariat numérique avec Microsoft. L'éditeur s'est engagé à investir 13 millions d'euros sur 18 mois dans différentes mesures (accompagnement des personnels, mise à disposition d'outils, apprentissage du code informatique, etc.). Le collectif EduNathon, qui y voit un marché public dissimulé, [a porté l'affaire devant le tribunal](#) de grande instance de Paris cet été. Mais il a été débouté en septembre.

Un autre ministère, régalien celui-ci, le ministère de la Défense, a signé en 2009 un accord-cadre avec Redmond pour 82 millions d'euros. [Cet accord est dit « Open Bar »](#) par ses détracteurs, dont l'April, association de promotion du Libre, parce qu'il a été passé sans appel d'offres, ni procédure publique. Selon l'émission *Cash Investigation*, ce contrat a été renouvelé pour un coût de 120 millions d'euros pour 2013-2017. Il porte sur 200 000 postes et devrait une nouvelle fois être renouvelé en 2017. Et ce malgré un rapport interne déplorant « une addiction aux technologies Microsoft », et pointant le risque d'une « intrusion de la NSA » américaine...

[L'encouragement à l'utilisation du logiciel libre](#) dans la commande publique, qui est inscrit dans la loi pour une République numérique du 7 octobre 2016, a-t-il été entendu ?

Lire aussi :

[Accord entre Microsoft et l'Éducation : les plaignants déboutés \(MAJ\)](#)

[Contrat Microsoft-Défense : l'Open Bar passe de 82 à 120 millions d'euros](#)